

des éléments sains du parti. M. de Boucherville se rangea du côté de ceux qui combattaient le Sénécalisme, c'est-à-dire les actes de corruption administrative dont la province fut alors témoin et victime.

Dans l'affaire de la vente du chemin de fer du Nord en particulier, M. de Boucherville fit à M. Chapleau une opposition ouverte et énergique.

Sous le coup de ces attaques formidables et méritées, M. Chapleau crut prudent de se réfugier au ministère fédéral ; mais il emportait dans sa retraite le souvenir cuisant des luttes récentes.

Le mouvement national que fit surgir l'exécution de Riel retrouva les deux antagonistes dans des camps opposés, et le succès du parti national dans la province ne fit qu'accentuer davantage la scission entre les deux anciens premiers-ministres.

Aussi, lorsque, le 16 décembre de l'année dernière, le lieutenant-gouverneur Angers appela M. de Boucherville au pouvoir, ne fut-on pas surpris d'entendre blâmer ce choix par M. Chapleau. Après avoir prononcé un discours à Ste-Thérèse, celui-ci partit pour la Floride, laissant le nouveau cabinet à ses propres forces, dans une lutte sans précédents.

La victoire n'en fut pas moins complète et M. Chapleau apprit, pour la première fois, que l'on pouvait gagner sans lui, sinon contre lui, de grandes batailles électorales.

Cet état de choses, que nous avons dû résumer à grands traits pour l'intelligence de la situation, n'était pas de nature à rendre M. de Boucherville favorable à la nomination de M. Chapleau au poste de lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Il prit aussitôt et annonça ouvertement son intention de se démettre dès que le nouveau représentant de la couronne entretrait en fonctions.

Toutes les instances pour le faire revenir sur cette détermination furent vaines. M. de Boucherville ayant appris par expérience que ses vues et ses méthodes administratives diffèrent radicalement de celles de M. Chapleau, il n'a pas voulu lui imposer ses conseils ni provoquer, dans un avenir plus ou moins rapproché un conflit qu'il entrevoyait inévitable.

Après quelques instances pleines de courtoisie, mais évidemment inutiles, pour le retenir au pouvoir, le nouveau lieutenant gouverneur accepta sa démission.

Dès les premiers bruits précurseurs de cet événement, la voix publique avait désigné pour succéder à M. de Boucherville, l'hon. L. O. Taillon, député de Chambly et ministre sans portefeuille. Ce